

## Bulletin d'histoire politique

### Pour une histoire politique

Michel Sarra-Bournet



Volume 3, numéro 2, hiver 1995

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063242ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063242ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

#### Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique  
Septentrion

#### ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

#### Citer ce document

Sarra-Bournet, M. (1995). Pour une histoire politique. *Bulletin d'histoire politique*, 3(2), 5–7. <https://doi.org/10.7202/1063242ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1995

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

**é**rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

## POUR UNE HISTOIRE POLITIQUE

**I**l y aura bientôt trois ans, l'Association québécoise d'histoire politique était fondée avec comme principal objectif de revaloriser l'histoire politique. Ce redressement passe nécessairement par une revalorisation du politique et du rôle de l'État. L'État ne doit pas seulement favoriser la croissance de l'économie, ni se contenter de répartir la richesse, mais il doit aussi accroître l'espace des choix individuels et collectifs. Mais quel lien peut-on faire entre la dévalorisation du politique et l'état actuel de la discipline historique?

Depuis plusieurs décennies, l'histoire politique a été abandonnée sinon rejetée par les historiens québécois qui se sont lancés dans l'étude de l'histoire sociale et économique. Ce phénomène s'est accompagné d'un rapprochement de l'histoire avec les disciplines des sciences sociales. Par un étrange retour des choses, on ne compte plus les sociologues et politologues, en plus des journalistes, qui occupent le champ de l'histoire politique. Quelles conséquences cette convergence a-t-elle eue sur l'écriture de l'histoire au Québec?

Avant les années 70, l'historiographie québécoise était volontariste. De la vieille école culturaliste qui perdura jusque dans les années 50 et qui posait le Québec comme unique à cause de l'origine de sa population, jusqu'à l'école moderniste, qui opposait les héros technocrates de la Révolution tranquille aux cléricaux et aux «patroneux» de la Grande noirceur, le sort de l'histoire était surtout tracé par les individus. À la fin des années 1960, un premier courant critiqua cette approche. Alimentant la contestation sociale et syndicale du tournant des années 1970, les marxistes considéraient que la lutte des classes était le moteur de l'histoire. Mais dans leur récit, les acteurs conservaient un côté volontaire, sous les traits du complot de la bourgeoisie contre la classe ouvrière.

La véritable rupture vint dans les années 1970. Comme Ronald Rudin nous le décrit dans son texte «La quête d'une société normale», les principaux historiens québécois des deux dernières décennies ont réécrit l'histoire du Québec d'une manière telle que seuls les grands phénomènes structurants comme l'industrialisation, l'urbanisation et les changements

démographiques semblent avoir eu une véritable importance dans l'histoire du Québec. Agissant à grande échelle, ces facteurs ont également agi dans les autres pays occidentaux. Par conséquent, sous la plume de ces auteurs, le Québec paraît avoir eu un destin semblable à celui de ces pays.

La première conséquence de cette approche «révisionniste», comme l'a appelée Rudin, est d'occulter la richesse idéologique du passé québécois. Tout se passe comme s'il n'y avait pas eu d'idéologies en dehors d'un grand «mainstream» libéral. Pas de gauche, pas de droite. De jeunes historiens en profitent pour réhabiliter leurs héros. Lionel Groulx à droite? Mais non! L'Action française était pratiquement libérale! (Heureusement que quelqu'un s'est souvenu de l'Affaire Bernonville.) Oui, les nationalistes des années 1930 étaient des gens de droite. On devrait pouvoir l'assumer sans tenter de le justifier ni le condamner. Partisans comme adversaires doivent reconnaître que ce nationalisme a peu à voir avec le nationalisme actuel. Comme l'affirme Dominique Schnapper dans *La communauté des citoyens* (Paris, Gallimard, 1994), «La nation moderne est historiquement indissociable de la démocratie et essentiellement opposée au nationalisme». L'AQHP présentera en mai 1995 un colloque portant sur «Le nationalisme et les idéologies au Québec», dans lequel ces distinctions pourront être approfondies.

Le «révisionnisme» a donc cette fâcheuse tendance à gommer les différences entre la gauche et la droite. Sans idéologies, pas de pluralisme, et sans pluralisme, pas de conflits politiques et sociaux. Une histoire prédéterminée, quoi! L'école appelée «révisionniste» privilégie le libéralisme au détriment de ses alternatives. On peut identifier un certain nombre d'autres caractéristiques qui la distinguent des approches qui l'ont précédée. Par exemple, elle souligne le caractère urbain et nord-américain du Québec, et sous-estime le rôle de ses élites.

Quelle est la cause de ce virage historiographique? Rudin écrit que les Québécois désirent projeter l'image d'une société «normale», dans le passé comme au présent. Dans «L'ascension de nouvelles élites et l'histoire du Québec», j'affirme que c'est l'ascendant de notre nouvelle classe d'affaires que la présente génération d'historiens projette dans le passé lorsqu'ils prétendent que les valeurs libérales étaient triomphantes dans le Québec francophone dès la seconde moitié du dix-neuvième siècle. Le 10 février 1995, cette question et plusieurs autres seront débattues autour d'une table ronde sur «La réinterprétation de l'histoire du Québec».

Les «révisionnistes» sont coupables de certains des excès qu'ils reprochent à leurs prédécesseurs. Par exemple, si les modernistes parlaient

de la Grande noirceur et prêchaient la Révolution tranquille, les «révisionnistes» évoquent un passé où le libéralisme triomphe et se font les promoteurs de l'entrepreneurship.

Le défaitisme politique que distille le «révisionnisme» fait le jeu de l'idéologie néo-conservatrice actuellement dominante, des partisans du marché et de la libre entreprise. Ceux qui prétendent que l'État et la politique ne sauraient plus être la source de progrès se réfugient souvent derrière l'effet uniformisateur de la mondialisation. Pourtant, quoi qu'on en dise, les idées gardent une certaine autonomie par rapport aux structures sociales et économiques. Pour qu'il y ait un espoir de changer les politiques et les règles du jeu social, il faut revaloriser le politique. L'arène politique est un des rares lieux où la loi du plus fort n'est pas nécessairement la meilleure, le seul endroit où la démocratie a encore des chances de triompher.

L'accent mis par les «révisionnistes» sur les structures sociales au détriment de l'action humaine est une nette influence des sciences sociales. Pourtant, depuis la chute du Mur de Berlin, les grandes théories sociales ont montré leurs limites. Comme l'a écrit Olivier Mongin, seule l'histoire n'a pas souffert dans ses fondements épistémologiques lors de cette crise (*Face au scepticisme*, Paris, Éditions La découverte, 1994). Les facteurs socio-économiques ont beau être les mêmes partout en Occident, les structures mentales, l'histoire, la culture, les ressources géographiques, appellent une réponse différente, ou retardée, ou accélérée, selon les sociétés.

Selon Rudin, un mouvement «post-révisionniste» ne saurait tarder, qui chercherait à rétablir un certain équilibre dans l'étude de l'histoire du Québec. Le retour de l'histoire politique, c'est la redécouverte de la spécificité de l'expérience historique, de l'influence de l'être humain, de ses institutions et de ses idées. La revalorisation du politique dans la société québécoise, c'est l'espoir que les individus puissent influencer le destin collectif.

**Michel Sarra-Bournet**